

Circulaire d'information

INFCIRC/756

16 juin 2009

Distribution générale

Français

Original : Anglais, chinois

Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au XXI^e siècle, Beijing (Chine) 20-22 avril 2009

Résumé du président de la conférence

Le résumé du président de la Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au XXI^e siècle, tenue à Beijing (Chine), du 20 au 22 avril 2009, est reproduit ci-après pour l'information de tous les États Membres.



Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au XXI^e siècle

Beijing, 20-22 avril 2009

Résumé du président de la conférence

La Conférence ministérielle internationale sur l'électronucléaire au XXI^e siècle, qui s'est tenue à Beijing (Chine), du 20 au 22 avril 2009, a rassemblé des ministres, des responsables de haut niveau et des experts de 61 États et de sept organisations internationales, soit au total 808 participants et observateurs. Cette conférence, organisée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a été accueillie par le gouvernement chinois par l'intermédiaire de l'Autorité chinoise de l'énergie atomique et parrainée par l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) de l'OCDE et l'Association chinoise de l'énergie atomique. Elle avait pour objectif de passer en revue la situation et les perspectives de l'énergie nucléaire, y compris l'évolution des technologies, et d'offrir une tribune aux nombreux pays qui envisagent de bénéficier des avantages que pourrait leur procurer l'incorporation de l'électronucléaire dans leurs sources d'approvisionnement énergétique.

Pendant les trois jours qu'a duré cette manifestation, des sujets très divers ont été abordés, notamment les ressources énergétiques et l'environnement, les technologies disponibles à l'heure actuelle et à l'avenir, la mise en place des infrastructures, la fiabilité de l'approvisionnement en combustible, et la gestion du combustible utilisé et des déchets. Les participants ont échangé des points de vue sur le futur rôle de l'énergie nucléaire à travers des exposés, des débats et des consultations. Il y a eu une large convergence de vues entre eux. L'objectif de la conférence a été atteint.

Les participants ont constaté la dynamique positive en faveur de l'électronucléaire et la décision de nombreux États développés et en développement de continuer à recourir à l'énergie nucléaire. Le Directeur général de l'AIEA a déclaré que plus d'une soixantaine de pays — essentiellement du monde en développement — avaient informé l'AIEA qu'ils pourraient être intéressés par le lancement d'un programme électronucléaire. Tout en respectant le droit de chaque État à définir sa politique énergétique nationale conformément à ses obligations internationales, les participants, dans leur grande majorité, ont affirmé que **l'énergie nucléaire, en tant que technologie éprouvée, propre, sûre et compétitive, contribuerait de plus en plus au développement durable de l'humanité au cours du XXI^e siècle et au-delà.** Ils ont en général fait les constats suivants :

- l'électronucléaire contribue à la sécurité énergétique mondiale tout en permettant de faire face aux changements climatiques et d'éviter la pollution de l'air ;
- l'électronucléaire est une source d'énergie électrique de base capable de contribuer de manière décisive à satisfaire durablement les besoins énergétiques au XXI^e siècle ;
- l'énergie nucléaire peut apporter une contribution précieuse au développement socio-économique mondial.

Tout en notant avec satisfaction la possibilité d'un développement accentué de l'électronucléaire, les participants à la conférence ont fait part de leurs points de vue sur les aspects suivants :

- Les initiatives internationales de non-prolifération devraient être renforcées et les États devraient respecter leurs obligations respectives en la matière, durcir les contrôles des exportations et améliorer leur coopération avec l'AIEA pour pouvoir s'acquitter de leurs obligations respectives vis-à-vis des garanties de l'AIEA. La coopération internationale dans ces domaines devrait être renforcée.

- Les centrales nucléaires en exploitation dans le monde continuent d'avoir un excellent bilan de sûreté. La poursuite de l'exploitation sûre du parc actuel de réacteurs nucléaires de puissance est essentielle pour continuer d'inspirer confiance dans l'utilisation de la technologie nucléaire. Tous les États ayant ou mettant au point un programme électronucléaire devrait accorder un degré de priorité élevé à la sûreté. En outre, les États devraient élaborer et appliquer des mesures appropriées et efficaces de protection physique, en tenant dûment compte des orientations de l'AIEA. À cette fin, il faudrait encourager la coopération internationale et la communication sur les questions de sûreté et de sécurité nucléaires.

- Il faudrait envisager des mesures qui contribueront à garantir un accès fiable aux sources de combustible nucléaire, tout en maintenant le fonctionnement normal du marché international de combustible nucléaire. La communauté internationale devrait entreprendre des discussions approfondies et une analyse exhaustive des aspects techniques, juridiques, politiques et économiques des propositions de mécanismes multilatéraux pour le cycle du combustible nucléaire destinés à procurer un accès fiable aux services du cycle du combustible nucléaire sous les auspices de l'AIEA. Le Directeur général de l'AIEA a exprimé l'espoir de pouvoir soumettre des propositions au Conseil de juin.

- La gestion sûre du combustible usé qui, pour certains pays, inclut le retraitement et le recyclage, ainsi que le stockage définitif des déchets radioactifs, revêt une grande importance pour le développement durable de l'électronucléaire. Chaque État reste responsable de la gestion de son combustible usé et de ses déchets radioactifs. Les participants encouragent la coopération internationale dans ces domaines. Chaque État devrait prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que des ressources financières suffisantes soient allouées à la sûreté des installations nucléaires tout au long de leur durée de vie, y compris pendant la phase de déclassement, ainsi qu'à la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.

- Les pays qui mettent au point un programme électronucléaire sont responsables de la mise en place de l'infrastructure nécessaire. Certains pays, dont ceux du monde en développement, peuvent rechercher une assistance et un appui auprès des pays déjà dotés d'infrastructures et de capacités. Il faudrait fournir un appui aux pays en développement pour les aider à répondre à leurs besoins particuliers et à s'acquitter de leurs responsabilités au cours de l'établissement des infrastructures nécessaires. Plus précisément, on pourrait notamment les aider à élaborer des lois et des cadres réglementaires, à organiser des formations et à mieux comprendre la technologie nucléaire et les options techniques, et faciliter et promouvoir le financement de nouvelles centrales nucléaires.

- Il faudrait continuellement renforcer la coopération internationale pour faire avancer la recherche-développement sur les technologies nucléaires avancées. Tout en continuant de renforcer la sûreté, la sécurité et la résistance à la prolifération des centrales nucléaires, les concepteurs de technologies devraient payer dûment attention à la compétitivité économique de l'électronucléaire en fonction des besoins des pays en développement et des pays développés.

- Le Secrétaire général de l'OCDE et d'autres participants ont estimé que l'énergie nucléaire devrait avoir un rôle important à jouer dans les mécanismes souples de l'après-Kyoto.

Enfin, on a constaté que les progrès faits par l'industrie nucléaire depuis la conférence de Paris de 2005 étaient importants, comme en témoigne le nombre de pays se déclarant intéressés par la construction de nouvelles centrales nucléaires. L'AIEA joue un rôle essentiel en aidant les États à développer l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Elle a été encouragée à poursuivre sa coopération internationale avec les États Membres et des organisations internationales comme l'AEN. À cet égard, les participants attendent avec intérêt l'organisation dans quatre ans d'une autre conférence au niveau ministériel qui constituerait une étape décisive pour obtenir un appui et des assurances de tous les pays s'investissant dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.